

Oui, Jean-Luc Mélenchon est une alternative crédible

 alternatives-economiques.fr/oui-jean-luc-melenchon-une-alternative-credibile/00078474

En ces derniers jours de campagne, nombreux sont les éditorialistes qui, d'une manière ou d'une autre, se rallient au fameux « there is no alternative » de Margaret Thatcher, mis en œuvre depuis avec grande constance depuis trois décennies.

Dans une [tribune publiée le 19 avril](#), Guillaume Duval propose une critique du programme économique de la France insoumise. Pour le chroniqueur, les hausses de dépenses publiques et de fiscalité proposées par Jean-Luc Mélenchon seraient insoutenables et de nature à dégrader notre compétitivité. Il considère en effet que les 173 milliards de dépenses publiques en fin de quinquennat représentent une hausse des dépenses publiques de 8 % du PIB. Il compare en fait des dépenses en 2022 au PIB de 2016, alors que le PIB sera bien entendu plus élevé en 2022 : de 10,4 % pour une croissance annuelle moyenne de 2 %, prévision de l'équipe de la France insoumise, estimée comme « *particulièrement prudente* » dans [un document de l'OFCE](#) .

Une autre politique

Comptant parmi les signataires de la [tribune de 130 économistes](#) appelant à voter pour Jean-Luc Mélenchon (rejoints par 30 autres depuis), nous tenions à souligner qu'une autre politique est possible. Oui, il est possible et nécessaire d'engager une politique économique, sociale et environnementale ambitieuse, passant par une hausse des dépenses publiques et des salaires sans dégrader fortement la dette publique. C'est une stratégie qui suppose de repenser les finalités des politiques économiques.

| *La préoccupation économique s'accorde ici tout à fait avec l'urgence sociale*

Le programme de la France insoumise prévoit d'augmenter les dépenses publiques de 173 milliards sur l'ensemble du quinquennat. La hausse des dépenses représente donc environ 4,4 points de PIB par an en moyenne. Cela n'est pas négligeable, surtout pour les ménages qui vont en bénéficier, ceux aux conditions de vie les plus modestes. Mais ce n'est pas démesuré. Et il n'est pas inutile de rappeler ici que les dépenses publiques, notamment en matière de santé, sont bien plus efficaces que les dépenses privées. La préoccupation économique s'accorde ici tout à fait avec l'urgence sociale.

Concernant la stratégie française de compétitivité misant sur le coût du travail, la politique engagée depuis plus de 20 ans avec les exonérations de cotisations sociales sur les bas et moyens salaires a clairement montré son inefficacité. Certes, on peut s'interroger sur les conséquences de la suppression de ces exonérations, notamment celle du CICE. Mais il n'est pas raisonnable de laisser entendre, comme le suggère la chronique de Guillaume Duval, que cela entraînerait la suppression de 800 000 emplois... Personne ne peut sérieusement prétendre que le CICE en a créé autant !

Niveau de vie décent

Concernant le salaire minimum, la hausse de 15 % proposée par Mélenchon en ferait certes l'un des plus élevés dans l'Union européenne. Cela est-il absurde pour un pays riche comme le nôtre ? Selon l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, le salaire aujourd'hui nécessaire à une personne seule pour avoir un niveau de vie minimum décent est supérieur d'environ 40 % au Smic actuel. La revendication d'un « *living wage* » correspondant à ce budget minimum a été défendue et argumentée récemment par Antony Atkinson . 15 %, c'est encore bien en deçà.

Enfin, le travail ne constitue pas qu'un coût mais représente aussi une source de revenus pour l'économie dans son ensemble et un outil de répartition des richesses .

Concernant l'endettement public, la dette française s'est accrue ces dernières années, certes en raison de la crise, mais aussi à cause des politiques économiques menées sous les précédents gouvernements. Cette hausse s'est faite sans conséquence sur les taux d'intérêt et la dette française est très largement soutenable. Selon le chiffrage proposé par Guillaume Duval, la politique de Mélenchon ferait augmenter la dette de 4 points de PIB supplémentaires sur 96 points de PIB actuels. Qui peut prétendre que cela serait de nature à bouleverser les équilibres économiques ? De plus, les dépenses engagées engendreront de larges recettes via le multiplicateur des dépenses publiques, particulièrement élevé dans la période de stagnation actuelle, comme l'indique un récent rapport de l'OFCE . Enfin, l'endettement public se justifie, comme *Alternatives Economiques* le rappelle souvent, notamment quand il finance des investissements et donc des actifs utiles pour plusieurs générations, ce qui est précisément le cas dans le programme de Mélenchon.

Contre le risque d'une hausse des taux

Certes, le risque d'une hausse des taux d'intérêt existe. Mais une hausse de quelques points d'endettement ne saurait en être la cause. Si les taux d'intérêt devaient augmenter, la raison en serait politique, car la finance verrait d'un mauvais œil un pays comme la France choisir démocratiquement une autre voie que celle du TINA. Pour contrer ce risque, des solutions techniques existent, comme par l'emprunt auprès de la BCE via la Banque publique d'investissement. Mais le véritable choix est politique : il s'agit de cesser de nous faire dicter notre politique par des marchés qui n'ont rien d'efficace.

Reste les problèmes de la « contrainte extérieure ». C'est l'argument de tous les renoncements. A court terme, notre balance commerciale peut se dégrader. Mais le contenu en importations des dépenses publiques est faible si on le compare à celui de la consommation, de l'investissement privé ou des exportations . Pour contrer ce risque, la meilleure solution n'est-elle pas de mener enfin une politique industrielle de montée en gamme couplée à un protectionnisme négocié auprès de nos partenaires ?

Pierre Conciladi est économiste, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Anne Eydoux est maîtresse de conférences au Cnam, chercheuse au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET).

David Cayla est chercheur au GRANEM et maître de conférences à l'université d'Angers.

Dany Lang est maître de conférences habilité à diriger des recherches en économie à l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité et professeur à fonction incomplète à l'Université de Saint Louis (Belgique).